

## Le congrès Vietnam de Berlin-Ouest

Depuis le 15 janvier les manifestations de lycéens, d'étudiants et même de jeunes travailleurs se multiplient en Allemagne de l'Ouest. A Brème, à partir du 18 janvier, les lycéens, bientôt rejoints par des ouvriers paralysèrent pendant plusieurs jours le trafic pour protester contre la hausse des tarifs des transports publics (tramways, autobus) et forcèrent l'administration de la ville à reconsidérer le problème. Leur exemple fut suivi dans toute une série de grandes villes, Kiel, Hambourg, Bochum, Freiburg au grand émoi des autorités régionales et fédérales. A Berlin-Ouest, à Francfort, et dans d'autres villes de moindre importance des démonstrations contre l'agression américaine au Vietnam ou contre la dictature fasciste de Grèce donnèrent lieu à des chocs violents avec la police.

Il n'en fallait pas plus pour que la presse du magnat Springer et même une grande partie de la presse dite libérale ne se déchaînent contre les « fauteurs de désordre » en les comparant aux S.A. de Hitler et en les accusant de saper l'« ordre démocratique » de la République Fédérale, alors que les activités du N.P.D. trouvent dans ces mêmes journaux des censeurs beaucoup plus indulgents, pour ne pas dire quelquefois bienveillants.

L'assemblée fédérale (le Bundestag) elle-même jugea bon de consacrer un débat à la situation et quel débat ! Comme beaucoup de journalistes peu suspects de sympathie pour les jeunes manifestants l'ont remarqué, il n'y fut guère question que de mesures policières, que de répression accrue. Le ministre de l'Intérieur, le chrétien-démocrate Lücke, eut même le triste courage de justifier les méthodes d'espionnage du service de protection de la constitution, apparentées à celles de la C.I.A.

Dans cette atmosphère, le bourgmestre régnant de Berlin-Ouest Klans Schtitz voulut aussi montrer qu'il n'était pas en reste et décida d'interdire un congrès Vietnam organisé par le S.D.S. (étudiants socialistes) à Berlin-Ouest avec la participation de nombreuses organisations de jeunesse d'Europe occidentale. Cette interdiction n'a fait naturellement qu'envenimer la situation à Berlin où les organisateurs maintiennent leur congrès des 17 et 18 février. Il semble donc qu'on approche d'une épreuve de force. Dans cette bataille le P.S.U. est naturellement solidaire de tous les jeunes qui, aujourd'hui, sont avec les syndicats les meilleurs défenseurs de la démocratie.